

RAVIE

Revue
Africaine
Veille
Intelligence
Economique



N° 0005 ■ EXTRAITS GRANDS INVITÉS ■ FEVRIER - MARS 2021

HOME : CAVIE-ACCI.ORG



Olivier STEPHAN : « Il ne faut surtout pas opposer les filières et encore moins les matériaux. Le béton a des arguments tangibles. »

« Il ne faut surtout pas opposer les filières et encore moins les matériaux. Le béton a des arguments tangibles. »

Dans cette interview accordée au CAVIE, Olivier STEPHAN précise les incontournables de la ville durable en termes de matériaux et d'usages. Pour le continent africain, un cap décisif reste à franchir dans le benchmarking des bonnes pratiques. L'intelligence économique plus que jamais au chevet de la ville.

RAVIE : Comment le matériau béton épouse-t-il la ville durable, de nos jours ?

Olivier STEPHAN : Il faut noter de prime abord que la ville durable aujourd'hui, est environnementale et surtout exigeante en matière et réduction des impacts carbone et de prise en compte de l'usage (beaucoup plus qu'hier), qui du reste demeure l'élément central de toute opération de construction. En plaçant l'utilisateur au cœur de la démarche, la ville a pour voca-

tion à répondre à ses attentes au travers de fonctionnalités très précises. A l'échelle du bâtiment par exemple, un mur peut servir à autre chose qu'à porter des éléments ou remplir une façade. En effet, grâce à des capteurs intégrés, il peut être un moyen de surveiller la consigne de chauffage. Une fois qu'on a fini de dire ceci, il faut s'empresse de noter que le béton en tant que matériau est aujourd'hui capable de s'insérer convenablement dans la logique de la ville durable non seulement parce qu'il est vecteur de technologies, même « smart », mais

“ Les lobbyistes pour l'industrie du béton se battent avant tout contre les idées reçues. ”



EQUIPE DE PRODUCTION

REDACTEUR EN CHEF
GWETH Guy

REDACTEUR EN CHEF AD.
DOUMONGUE Beaugrain

CONSEILS EDITORIAUX
MBENGUE ABABACAR
MARSHALL Linda

REDACTEURS

ADJAYI Kamal
AGBOTON Désiré Olivier
AYEWOUADAN Akodah
AYITE Dany
AZIACA Rolande
BLEU Jacob
D'ALMEIDA EDEM
DEMAKOU Yéndoubé
DIALLO Mbaye Fall
DJIKOUNOU Aimé
EPOUNE Thomas
HAÏDARA Carine Oumou
KHEMAKEM Mehrez
KUADJOVI Ornella Marlène
LIMAM Karim
LOGOH Jacques
MBIANDOU Douglas
MOUSTAPHA Aché Ahmat
NOUBISSIE Claudel
SAGADOU Jean-Paul
STEPHAN Olivier
TIBA Alain
ZOGHLAMI Mohamed

CONCEPTION
DJOU Eliane

DIFFUSION
NOUSSI Amen
ATEBA Claude

© CAVIE2021

aussi et surtout, parce qu'il est le territoire d'innovations multiples qui ont cours depuis plus d'une quinzaine d'années. Au plan de la recherche justement, les quantités de ciment ont été optimisées, notamment du fait d'innovations continuellement menées de front sur la partie chimique de la composition du béton, ce qui permet de réduire son empreinte carbone. Les innovations dans l'élaboration du béton sont non négligeables, devant sa capacité

“

La seule chose à faire est de ne pas opposer les filières ni les matériaux.”

à faire appel à des matériaux d'échelles issus d'autres industries (laitier, cendres volantes, et déchets visant à minimiser son poids carbone). Par ailleurs, en faisant appel à des constituants d'un type nouveau (matériaux recyclés par exemple), avec lesquels il se mixe, le béton contribue davantage à faire de la ville durable une réalité. A l'échelle de la ville (et cela est d'un intérêt particulier pour les collectivités), les bétons drainants permettent une meilleure gestion des écoulements d'eau surtout en ces temps si particuliers, marqués par une évolution considérable des épisodes de pluies intenses issus du changement climatique. Cela permet aussi de contredire l'idée que le béton imperméabilise la ville. Toutefois, il est à noter que les nombreuses réponses qu'offre

ce matériau, pour pertinentes qu'elles soient, ne peuvent être véritablement jugées et appréciées qu'à l'échelle du bâtiment au moins, et à celle du quartier et de la ville, au mieux ; sachant que les usages du béton doivent impérativement pouvoir s'inscrire dans une enveloppe économique accessible pour que les personnes

intéressées puissent s'offrir les ouvrages qui sont construits.

Jusqu'où l'expertise technique permet-elle de rendre indissociable la ville du futur, des usages du béton ?

Je considère qu'il n'y a pas de limite aux apports du béton pour la ville durable. Les acteurs de la construction doivent continuer à intensifier leurs travaux sur les solutions constructives : cela passe par l'optimisation de l'intensité carbone des constituants et (surtout) de l'ouvrage construit, le développement de la complémentarité des matériaux, l'impact du recyclage, etc. L'expertise technique doit investir ce terrain-là et inviter les entreprises (monde industriel) et startups (monde de l'innovation) à une meilleure

cohabitation et à l'élargissement de la porosité des frontières qui les séparent pour favoriser des échanges plus pointus à l'effet de promouvoir des solutions communes. A titre d'exemple, l'industrie française du béton mène de belles collaborations avec la startup 360 Smart Connect. L'enjeu est donc, pour les différents acteurs du milieu, de communiquer davantage et de mutualiser leurs efforts pour la ville durable.

Peut-on envisager une inversion prochaine de l'utilisation mondiale du béton en construction, au profit de matériaux davantage biosourcés ? Pourquoi ?

J'en doute car c'est loin d'être gagné d'avance et tout dépendra de l'évolution des réglementations et de leurs exigences notamment en ce qui concerne l'analyse du cycle de vie des bâtiments ; car en effet, certaines hypothèses pourraient être plus favorables aux matériaux biosourcés par exemple, en termes de stockage de CO₂. A la spéculation, je préfère présenter des faits concrets. Je considère aujourd'hui que notre filière a déjà reculé sur certains marchés, notamment ceux de l'extension horizon-

tale (ou verticale) des maisons. En parallèle, les solutions de béton isolant ou architectonique ont pu investir plus largement le marché bâtiment. Cela montre que la stratégie n'est pas figée. Mais au-delà de ce qu'on peut être spontanément amené à penser, dépendamment du point de vue, l'expérience nous apprend que le premier compétiteur du béton est la terre cuite notamment sur des ouvrages du type bâtiments collectifs et tertiaires. Tout compte fait, il faut travailler à une meilleure adaptabilité du béton aux configurations qui se présentent.

Quels arguments bat en brèche le lobbyiste pour l'industrie du béton, devant les dégâts environnementaux pointés du doigt par l'écologiste ?

S'il y a inquiétude aujourd'hui, on ne doit surtout pas occulter le fait que les contraintes qui se resserrent, sont tout à fait normales et représentent un enjeu de bien commun, mais les lobbyistes pour l'industrie du béton se battent avant tout contre les idées reçues qui cachent des réalités parfois plus complexes qu'à priori, notamment en matière de CO₂ issu du béton. La cuisson de la terre par exemple est aussi émettrice de CO₂, donc il faut plutôt penser des solutions

globales qui intègrent outre les matériaux (considérés uniquement), des systèmes constructifs et moyens de mise en œuvre, pour aboutir à un ouvrage (bâtiment) qui soit performant d'un point de vue carbone. Il faut donc une approche holistique

“ **Le béton a des arguments tangibles.** ”

soit satisfaisante. C'est une logique de garantie de résultat, attendu que, comme je l'ai mentionné plus haut, c'est à l'échelle du bâtiment, ou du quartier au mieux que se mesure la pertinence des choix à effectuer. Le matériau seul ne suffit pas. Il faut aller au-delà et ne pas cristalliser l'attention à ce niveau. Il est aussi vital de retenir que cet argument, bien que juste n'est pas défendable dans tous les contextes et toutes les parties du monde. In fine, la seule chose à faire est de ne pas opposer les filières ni les matériaux, à la fois parce que ce discours est d'ancienne génération et parce que le béton a des arguments tangibles tout en étant capable de côtoyer les autres matériaux. Il faut trouver le meilleur équilibre.

Pensez-vous que le modèle « tout béton + verre » qui se développe à vitesse grand V en Afrique subsaharienne, au mé-

pris des principes du bio-climatisme, soit convenable devant les impacts annoncés du changement climatique dans cette région du monde ? Pourquoi ?

Le modèle béton plus verre n'est pas toujours la réponse la plus pertinente. Toutefois, si l'on s'y résout, il faut en amont traiter de la pertinence du site choisi, de l'orientation du bâtiment et de son exposition au soleil et aux vents. C'est tout l'enjeu du bio-climatisme. Il s'agit d'accorder le bâtiment avec les exigences environnementales pour en garantir la bonne régulation climatique. Si tout bâtiment se situe dans un environnement climatique donné, il devient totalement inconvenant de ne pas en tenir compte avant la construction, voire avant même l'esquisse de l'ouvrage à sortir de terre.

De votre poste d'observation, quelles préconisations seraient indiquées pour modifier cette vertigineuse trajectoire africaine ?

Ce qui me paraît le plus important, c'est l'instauration d'un réel cadre de dialogue et de partage d'expériences entre les architectes africains et ceux des pays d'Europe et notamment de France, de

Belgique et des Pays-Bas, qui pour leur part ont extrêmement bien intégré les exigences qui talonnent l'Afrique. L'idée ici est donc d'apprendre des expériences et des erreurs des autres, le but étant d'éviter les mauvaises pratiques. Il faudrait également pouvoir revenir à l'usage des matériaux locaux, en puisant dans le savoir-faire

ancestral pour créer le meilleur couplage avec la modernité afin de proposer des bâtiments qui répondent véritablement aux différents enjeux sociétaux dans le contexte local.

Quel rôle pourrait donc jouer le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique ?

Le CAVIE, de par son envergure internationale, peut promouvoir le partage des savoir-faire au-delà des frontières et jouer un rôle de pédagogie, pour insuffler des connaissances et sensibiliser les constructeurs, tout en renforçant leur compétitivité.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ICAM et d'un Master 2 « Directeur commercial et Marketing » Audencia, **Olivier STEPHAN** occupe depuis janvier 2021 le poste de Responsable Marketing et Performance Commerciale au sein de LafargeHolcim Bétons. Il a précédemment été en charge de la certification du béton prêt à l'emploi ainsi que de l'animation des travaux de révision de la norme béton NF EN 206/CN au sein d'AFNOR Certification. Après des missions de suivi de projets de R&D (notamment dans le domaine du recyclage et de la valorisation) et des travaux normatifs en liens avec les industries de carrières au sein de l'UNPG (Union nationale des producteurs de granulats), Olivier STEPHAN occupe, depuis 7 ans, le poste de délégué régional Ouest (Bretagne, Centre, Pays de la Loire et Poitou-Charentes) pour le SNBPE et le SNPB. Durant ces 7 années, Olivier STEPHAN a conduit des actions visant à positionner les atouts et les innovations de la filière béton vis-à-vis des enjeux sociétaux (pertinence économique, modularité des ouvrages, économie de la fonctionnalité, sécurité sur les sites de production, etc.) et environnementaux (bâtiments bas carbone, bâtiments à énergie positive, etc.).

Ces sujets se sont illustrés avec la rédaction et la diffusion des documents suivants :

- Formation Energie/Carbone destinée aux équipes des adhérents du SNBPE ;
- Guide de prescription du béton pour le marché du bâtiment ;
- Guide sur l'optimisation des performances des solutions constructives mixtes ;
- Guide de prescription du pompage du béton ;
- Engagement sécurité sur les chantiers par les chauffeurs des producteurs de béton prêt régionaux.



Mohamed ZOGHLAMI devient Président d'Honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique

Nouveau président d'honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique, Mohamed Zoghlami est aussi directeur général d'Axismed et consultant international en stratégie & développement. Il est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up et d'Africa in Colors et vice-président de CREATEC, l'association tunisienne des industries créatives numériques.

Mohamed ZOGHLAMI a travaillé plusieurs années dans les Institutions européennes, chargé des relations euro-méditerranéennes, des questions économiques et industrielles. Il a dirigé Externans International un cabinet de consultants spécialisé dans le développement et la coopération avec les pays émergents notamment en Méditerranée et en Afrique.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, il détient un DEA de géopolitique et un DESS de droit aérien et spatial. Il a suivi des études en communication à l'Université de Montréal.

Expert dans le conseil en développement & stratégie des entreprises à l'international, il a été porteur de nombreux projets et investissements au Maghreb & en Afrique (<http://www.olympprojects.com/>).

En parallèle, à travers sa société Axismed, il investit dans différents projets (Studio de jeu vidéo Saphirprod (<http://www.saphirprod.com/>), école de formation à la 3DNetinfo (<https://www.3dnetinfo.com/>), tourisme culturel Digital Casbah, Sycomore Méditerranée, Africa4Startup, Sewelo). Il est l'auteur de Toonmed, le premier blog consacré aux dessins animés, à la bande

dessinée et aux arts numériques en Méditerranée & en Afrique.

Mohamed ZOGHLAMI est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up le premier sommet africain des startups www.africup.tn, d'Africa in Colors plateforme digitale et premier événement africain dédié aux industries créatives numériques qui se déroule au Rwanda – <https://africaincolors.com/>, et de l'unique Living Africain & Arabe dans les industries créatives DigiArt en Tunisie (<http://dall4all.org/>).

La Rédaction



Guy GWETH devient ambassadeur des entreprises allemandes en Afrique

Il était déjà la figure paternelle de l'intelligence économique et de la due diligence en Afrique.

Depuis le 1er janvier 2021, Guy Gweth incarne

la nouvelle diplomatie d'entreprise en cours sur le continent au profit de l'excellence des relations économiques et commerciales germano-africaines.



Guy GWETH
Représentant
BVMW Benin, Gabun,
Kamerun, Togo

guy-gweth.com

Depuis le 1er janvier, le président du Centre africain de veille et d'intelligence économique est officiellement le directeur des bureaux extérieurs BVMW Benin, Kamerun, Gabun, Togo. Il a pour mission, d'une part de promouvoir et de défendre les intérêts des entreprises allemandes en Afrique en général et dans les quatre pays ci-dessus en particulier ; et d'autre part de structurer et de dynamiser l'intérêt des entreprises africaines pour le marché allemand.

Selon le nouveau diplomate d'entreprise, « les PME constituent le moteur de l'économie allemande. Elles représentent plus de 99 % des entreprises du pays, produisent environ 60 % des emplois et contribuent à hauteur de 45 % de ses exportations. Spécialisées dans divers domaines, étroitement imbriquées et réparties sur l'ensemble du territoire, elles

contribuent directement ou en tant que sous-traitants au succès du commerce extérieur du pays. En Afrique, leur réputation est inégalée, mélange de robustesse, de discrétion et de stabilité. »

Au 31 décembre 2020, plus de 70% des PME allemandes estimaient que leur situation commerciale était satisfaisante ou meilleure que prévu. 2/3 s'attendaient toutefois à une récession macroéconomique en 2021. Outre les effets de la Covid-19, elles devront faire face à la dégradation de la conjoncture économique en Europe. Pour BVMW, l'heure de l'offensive sur les marchés africains est venue. Elle s'appuie sur une solide expertise locale ayant en partage les valeurs allemandes de rigueur, de discipline, d'agilité, d'anticipation et d'innovation. D'où le choix porté sur monsieur Guy Gweth.

Président du CAVIE, directeur des opérations de Knowdys Consulting Group et responsable de Doing Business in Africa à Centrale Supélec, le diplomate de formation dit « avoir accepté de représenter le German Mittelstand en Afrique parce que cette marque porte en elle l'efficacité des circuits décisionnels courts et des processus de décision rapides dans un environnement marqué par la vitesse. Parce que les PME allemandes ont le profil pour prendre le leadership sur les marchés africains d'ici 2030. Parce que portées sur le long terme, leur enracinement dans les régions où elles sont établies ne pourra que contribuer durablement et efficacement à l'émergence de l'Afrique. »

La Rédaction



DÉCOUVRIR, COMPRENDRE ET AGIR AVEC LE CAVIE



12 SECTEURS
SOUS SURVEILLANCE
24h/24 et 7j/7

UNE ORGANISATION CONTINENTALE

Légalisé le 03 août 2015 à Yaoundé, le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) est une institution panafricaine non gouvernementale à but non lucratif. Reconnu comme l'organisation de référence en matière de formation et de certification en veille et intelligence économique en Afrique, le Centre est représenté dans 37 pays dans le monde. Ses membres promeuvent les bonnes pratiques de veille et d'intelligence économique, ainsi que leurs implications dans la compétitivité de la région. Le CAVIE est l'interlocuteur privilégié des secteurs public et privé sur les questions de défense du patrimoine nationale, conquête des marchés extérieurs et influence de la décision publique en Afrique.

DES MISSIONS SENSIBLES

Grâce à son équipe pluridisciplinaire, le CAVIE répond précisément à des problématiques à haute valeur ajoutée telles que :

- La sensibilisation des pouvoirs publics, des entreprises et du monde éducatif africains aux enjeux stratégiques de la veille et de l'intelligence économique ;
- L'aide à la création et au développement des dispositifs de veille sectorielle, d'intelligence économique et stratégique au sein des institutions publiques et privées ;

- Le renforcement des capacités des institutions publiques et privées, ainsi que des porteurs de projets individuels par le biais des publications, conseils, formations et conférences ;
- La fédération, la représentation et la promotion des intérêts professionnels, moraux, économiques et juridiques des acteurs africains de la veille et de l'intelligence économique ;
- La garantie que : chaque adhérent du Centre est reconnu comme professionnel par ses pairs, qu'il n'a pas été condamné par la Justice au moment de son intégration et qu'il s'est engagé à respecter la charte d'éthique de la profession édictée par le CAVIE.

DES SERVICES STRATEGIQUES

Engagé auprès des différents acteurs désireux d'accroître leur compétitivité, le CAVIE met à votre disposition :

- ❖ Des formations diplômantes et certifiantes ;
- ❖ Une veille 24/7 dans 12 secteurs d'activité en Afrique ;
- ❖ Des études de marché et d'opportunités à la demande ;
- ❖ Le benchmarking des bonnes pratiques internationales ;
- ❖ La création d'unités de veille sociale et réglementaire ;
- ❖ La mise en place de cellules d'intelligence économique ;
- ❖ La recherche de partenariats qualifiés.

CAVIE, le cœur de l'Afrique conquérante

DE SOLIDES REFERENCES

Fort de son expérience, le CAVIE s'inscrit aujourd'hui comme un partenaire de choix. Parmi ses références :



DES CODES POUR DEVENIR MEMBRE

❖ **Personne physique**
Depuis le 1er février 2019, il faut avoir suivi une formation certifiante du Centre pour devenir membre du CAVIE. Plus d'informations sur nos sessions à cavie-acci.org.

Toute demande d'adhésion doit se faire par écrit. Elle est soumise au Conseil d'Administration qui statue. La décision d'admission ou de rejet doit être motivée et notifiée par écrit au demandeur.

Les adhérents devront respecter impérativement les trois conditions suivantes :

- Être âgé de 18 ans révolus au jour de leur demande d'adhésion
- Être en adéquation avec les valeurs et les objectifs du CAVIE
- Régler sa cotisation annuelle

❖ **Personne morale**
Les personnes morales adhèrent au CAVIE en devenant partenaires.

DES CONTACTS POUR AGIR ENSEMBLE

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux...
 @cavie_org
 @cavie_org
 CAVIE*ACCI

... Et dans le monde réel :
 B.P: 35605 Yaoundé Cameroun
 Tel : +237 242 003 106
 GSM : +237 659 173 030
 Mail : welcome@cavie.org
 Home : cavie-acci.org